



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le développement de l'éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

Termes de référence pour la personne ressource

Données sur l'éducation et les compétences : Cartographie des initiatives et évaluation des besoins en capacité

Localisation : Mauritanie

Durée : 20 jours ouvrés

1. Introduction et contexte

L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), en tant que voix essentielle de l'éducation en Afrique, cherche à autonomiser les pays africains pour développer des systèmes éducatifs adaptés au développement durable. Sa vision est de créer « un système d'éducation et de formation de haute qualité pour un développement durable accéléré de l'Afrique. » La mission de l'ADEA est donc « de servir comme une organisation panafricaine ouverte et flexible qui informe et facilite la transformation des systèmes d'éducation et de formation pour la résilience, le développement du capital humain et l'autonomisation des jeunes en Afrique ». L'ADEA joue un rôle important dans le domaine de l'éducation depuis plus de 34 ans en tant que coordinatrice, catalyseur, créatrice de connaissances et forum de dialogue politique. L'objectif global de l'ADEA est « de permettre aux pays africains de transformer l'éducation en un apprentissage significatif en tirant parti de nos partenariats et réseaux à l'échelle mondiale, d'un Secrétariat bien équipé et compétent, ainsi que de pôles de qualité inter-pays (PQIP) dirigés par les pays ». L'ADEA atteint cet objectif grâce à son travail au niveau continental et régional et à un soutien axé sur les pays, utilisant les PQIP thématiques comme communauté de pratique pour l'apprentissage entre pairs, l'échange de connaissances et le partage d'expériences.

L'Afrique fait face à une crise des données en matière d'éducation et de compétences. Depuis l'Éducation pour tous (EFA) 2000 et les grands cadres mondiaux et continentaux qui s'en sont suivis (ODD, ODD4, Deuxième Décennie de l'éducation pour l'Afrique de l'UA 2006-2015, Stratégie d'éducation continentale pour l'Afrique 2016-2025), la disponibilité de données de qualité sur l'éducation et les compétences pour une prise de décision éclairée est un défi récurrent dans de nombreux pays africains. Cette problématique des données touche aussi bien l'élaboration des politiques et la planification fondées sur l'évidence ainsi que leurs mises en œuvre, suivi et évaluation. La pandémie de COVID-19 a aggravé la situation, notamment pour le secteur de l'éducation. Dans de nombreux pays africains, le secteur de l'éducation n'avait pas de données complètes significatives pour orienter les changements de politiques et de pratiques concernant la poursuite de l'enseignement à distance et la réouverture des établissements d'enseignement.

En raison des défis mentionnés ci-dessus, l'ADEA s'associe au Centre de la Fondation Mastercard pour l'enseignement et l'apprentissage innovants (CITL) dans le cadre d'une initiative de cinq ans « Relever le défi des données sur l'éducation et les compétences (ESDC) » visant à renforcer la capacité de 30 pays africains « à produire, rapporter et utiliser des données de qualité de l'éducation et des compétences pour des prises de décision éclairée en matière de politique, de planification, de mise en œuvre des programmes, du suivi et d'évaluation. »

Cette initiative vise à atteindre les objectifs suivants :

- Créer un appétit pour des données de qualité sur l'éducation et les compétences chez les leaders. Cela entraînera un changement dans l'approche décisionnelle pour qu'elle soit plus fondée sur des preuves.
- Renforcer la capacité des ministères de l'Éducation dans les pays africains sélectionnés à utiliser des données de qualité pour réformer leurs secteurs éducatifs afin de fournir une éducation et des compétences de qualité à la jeunesse.
- Offrir une plateforme d'apprentissage par les pairs, d'échange de connaissances et de partage d'expériences entre pays africains sur la production, la gestion et l'utilisation des données sur l'éducation et les compétences.
- Renforcer l'apprentissage par les pairs régionaux pour une meilleure coordination et planification de l'éducation au niveau régional.
- Élaborer une feuille de route pour étendre l'expérience des 30 pays à d'autres pays africains.

Les données et les outils basés sur les données deviennent essentiels pour une gouvernance efficace, en particulier dans le secteur de l'éducation. Ils jouent un rôle essentiel tout au long du processus de politique publique, de l'identification des besoins à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques. En offrant une base solide pour une prise de décision éclairée, ces outils garantissent que les politiques créées répondent efficacement aux défis présents. Leur importance peut être soulignée à plusieurs niveaux.

Grâce à l'Initiative ESDC, l'ADEA fait appel à une personne ressource mauritanienne résident sur place pour aider à une évaluation complète du paysage mauritanien des données sur l'éducation et les compétences.

2. Justification de l'étude cartographique et de l'évaluation des besoins

L'objectif de la mission est d'approfondir la compréhension de la production et de l'utilisation des données en Mauritanie, d'identifier les besoins et priorités pour améliorer la qualité des données éducatives et des compétences, et de promouvoir une prise de décision fondée sur les données. Pour y parvenir, il est essentiel d'évaluer de manière exhaustive les processus actuels de production de données, d'identifier les lacunes en termes de capacité et de cartographier les initiatives liées aux données. De plus, une évaluation de la capacité du ou des ministère(s) de l'éducation à exploiter la technologie pour les données éducatives et de compétences est essentielle. Les résultats de cette étude

cartographique et de cette évaluation des besoins guideront le développement conjoint d'un plan d'action budgétisé visant à renforcer la capacité des parties prenantes gouvernementales concernées.

3. Champ d'action

La personne ressource accomplira les tâches suivantes en Mauritanie :

1. Cartographier les initiatives sur la production et l'utilisation des données d'éducation et des compétences (en cours ou mise en œuvre) couvrant l'apprentissage fondamental (petite enfance, pré-primaire et primaire) ; secondaire ; EFTP ; et les niveaux d'enseignement supérieur au cours des cinq dernières années, afin d'identifier les leçons apprises, les défis et les synergies potentielles avec l'initiative ESDC. Pour chaque initiative, le consultant documentera ce qui suit :
 - Quels sont les objectifs, la portée et les réalisations de l'initiative ?
 - Quelle est l'approche de mise en œuvre, et qui a été impliqué ?
 - Quels sont les facteurs de réussite ou les goulets d'étranglement ?
 - Quelles leçons en tirer ?
 - Quels sont les domaines potentiels de synergie avec l'Initiative ESDC ?
2. Evaluer la disponibilité des données pour le cadre de suivi et évaluation des politiques nationales sur l'éducation
3. Évaluer les données disponibles pour un nombre sélectionné d'indicateurs de suivi de CESA 16-15 et/ou CESA 26-35/ODD aux niveaux continental et mondial.
Pour chaque indicateur, le consultant doit répondre aux questions suivantes :
 - Des données sont-elles disponibles pour rendre compte de l'indicateur sélectionné, et dans quel institution/agence/organisation ?
 - À quelle fréquence ces données est-elle produite ?
 - Y a-t-il des lacunes ou des difficultés dans la production de ces données ?
 - Si ces données ne sont pas disponibles, quelles en sont les causes profondes ?
4. Évaluer la capacité du pays à produire, traiter, rapporter et utiliser des données pour éclairer l'utilisation de la technologique dans l'éducation et la formation ainsi que l'éducation inclusive, y compris les politiques de genre
5. Évaluer, par sous-secteur (éducation de base incluant l'apprentissage fondamental, enseignement secondaire, EFTP, enseignement supérieur) la production et l'utilisation des données sur l'éducation et les compétences via le cycle de vie du Système d'Information de Gestion de l'Éducation en utilisant le cadre régional d'évaluation des normes SIGE de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Est et l'ADEA.
 - Identifier les institutions clés (producteurs et utilisateurs) telles que les gouvernements (ministères, agences et établissements d'enseignement), les ONG, les partenaires nationaux, régionaux et internationaux, ainsi que les entreprises privées impliquées dans la collecte, l'analyse et le développement des compétences des données éducatives.

- Analyser les processus et méthodologies actuels et identifier les lacunes ou chevauchements dans la production de données d'éducatives et des compétences.
 - Établir une base de référence complète pour mieux comprendre l'état actuel de la production et de l'utilisation des données sur l'éducation et les compétences, en identifiant les forces, faiblesses, opportunités et axes d'amélioration.
 - Identifier les bonnes pratiques, y compris l'utilisation de la technologie numérique pour gérer et améliorer la qualité des données de l'éducation et des compétences, ainsi que la collaboration avec des partenaires de développement et/ou des organisations du secteur privé.
6. Évaluer les besoins et priorités de renforcement de capacité du pays en matière de production et d'utilisation des données d'éducation et des compétences :
- Évaluer les compétences, outils et ressources existants pour les producteurs et utilisateurs de données, et évaluer leurs pratiques actuelles de gestion des données et leur infrastructure technologique.
 - Évaluer les lacunes en termes de capacité pour le processus d'harmonisation des données et d'intégration des systèmes au sein et entre les ministères responsables de l'éducation et du développement des compétences, ainsi que l'intégration des technologies, y compris l'utilisation de l'intelligence artificielle pour la gestion des données dans son ensemble et l'analyse des données en particulier.
 - Identifier les domaines d'amélioration en fonction des lacunes en capacité identifiées ci-dessus.
7. Identifier un ensemble de besoins prioritaires pour le renforcement des capacités basé sur ce qui précède.
8. Préparer un rapport final incluant des initiatives liées aux données, la cartographie, les conclusions et recommandations de l'évaluation ainsi que les priorités nationales.
9. Faciliter le processus de validation du rapport auprès du ou des ministère(s) de l'éducation, ainsi que d'autres ministères et parties prenantes concernées.

La personne ressource travaillera à maintenir une collaboration efficace et professionnelle avec les points focaux du projet et l'ADEA tout au long de la mission.

4. Méthodologie

La mission est principalement qualitative, et la personne ressource exécutera la mission conformément aux politiques et procédures standard de l'ADEA, respectera les normes d'évaluation et suivra des garanties éthiques. Tous les efforts doivent être faits pour garantir que le processus soit participatif afin d'assurer l'implication des principaux acteurs du pays, en particulier le ministère de l'Éducation et d'autres ministères et institutions gouvernementales connexes, les partenaires, le monde universitaire et les acteurs du secteur privé.

La personne ressource utilisera la méthodologie et les outils convenus (par exemple, le cadre régional d'évaluation des normes des SIGE SADC et ADEA), avec au minimum les éléments suivants :

1. Revue de la littérature :

Un examen et une analyse des documents et rapports pertinents sur le système éducatif national, les politiques d'éducation et de compétences, la mise en œuvre des initiatives liées aux données mises en œuvre par le(s) ministère(s), les profils des partenaires et leurs initiatives de soutien, entre autres.

2. Consultations des acteurs :

Les personnes ressource mèneront des discussions en personne, en groupe/individuelles, avec les principaux acteurs des données d'éducation et des compétences (producteurs et utilisateurs), y compris les directions clés du ministère de l'Éducation, les directions clés d'autres ministères concernés tels que le ministère de la Technologie, l'Institut national de statistiques, ainsi que des représentants d'un bureau régional du ministère de l'éducation. Les discussions impliqueront également une école primaire, un lycée, un centre de formation professionnelle et un établissement d'enseignement supérieur, ainsi que des partenaires de développement concernés, des organisations de la société civile (OSC) et des points focaux nationaux du projet ESDC.

5. Livrables attendus

Le consultant devra fournir les livrables suivants, soumis au chef de projet ESDC :

1. Un **rapport de démarrage** dans les 3 jours suivant la signature du contrat, incluant la méthodologie et le calendrier de mise en œuvre.
2. Un **projet de rapport d'évaluation des besoins** pour examen et retours, incluant la cartographie des initiatives liées aux données, les conclusions et recommandations de l'évaluation ainsi que les priorités nationales.
3. Un **rapport de validation** approuvé par le ministère de l'éducation.
4. Un **rapport final d'évaluation des besoins** soumis au Secrétariat de l'ADEA et approuvé par celui-ci.

6. Profil des personnes ressource

- Le candidat doit être un résident du pays de la mission
- Avoir une la capacité et l'expérience démontrées dans la réalisation d'études cartographiques et d'évaluation des besoins.
- Une bonne expérience en gestion des données éducatives et de compétences, incluant la production, l'utilisation et l'harmonisation des données.
- Solide connaissance du système éducatif du pays.
- Capacité avérée à dialoguer avec des parties prenantes diverses et à naviguer dans des environnements politiques complexes.
- De solides compétences analytiques et de communication pour évaluer, interpréter et présenter efficacement des données et concepts complexes.

- Un diplôme minimum de master en éducation, économie, statistiques, études du développement, gestion de projet ou discipline connexe, ainsi qu'une solide expérience dans la conduite d'étude qualitatives et quantitatives ainsi que dans l'élaboration de documents stratégiques.
- Maîtrise du français oral et écrit. Une connaissance pratique de l'anglais serait un atout.

7. Durée et calendrier

La mission se déroulera sur une période de **20 jours ouvrables**, avec une répartition du temps comme suit :

1. Préparation avant mission (4 jours ouvrés) : Examen de la documentation préalable, développement d'une approche méthodologique et d'outils
2. Consultations (10 jours ouvrés) : Consultations avec les principaux acteurs des données de l'éducation et des compétences
3. Rapport et présentation (6 jours ouvrables) : Préparation du rapport et débriefing avec le chef de projet ESDC et le personnel du ou des ministères (y compris la validation du rapport).

8. Supervision et reporting

La personne ressource travaillera sous la supervision directe du gestionnaire du projet ESDC. Des mises à jour régulières seront fournies à ce dernier, et la personne ressource soumettra tous les livrables conformément au calendrier convenu.

9. Soumission des candidatures

Les candidats doivent soumettre les documents suivants :

1. Une copie du CV et une lettre de motivation expliquant comment ils comprennent la mission et les expériences pertinentes.
2. Une proposition technique.
3. Une offre financière. L'offre financière doit inclure :
 - les frais journaliers en dollars américains, et
 - une répartition détaillée des tâches pour le nombre de jours consacrés à cette mission.

Les candidatures doivent être envoyées en ligne [via ce lien](#) au plus tard le jeudi 12 mars 2026.

Pour toute clarification ou information supplémentaire, veuillez contacter : adea@afdb.org

En raison du grand nombre de candidatures, seuls les candidats sélectionnés seront contactés par courrier officiel. Ne contactez pas l'ADEA ni ses collaborateurs pour connaître l'état de votre candidature.